

## Réévaluation du rôle de Khrouchtchev dans les controverses sino-soviétiques

Lu Ding

Volume 15, Number 2, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701657ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701657ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ding, L. (1984). Réévaluation du rôle de Khrouchtchev dans les controverses sino-soviétiques. *Études internationales*, 15(2), 351–363.  
<https://doi.org/10.7202/701657ar>

## ESSAI ET DOCUMENT\*

# RÉEXAMEN DU RÔLE DE KHROUCHTCHEV DANS LES CONTROVERSES SINO-SOVIÉTIQUES\*\*

Lu DING\*\*\*

Le fait que la Chine nouvelle était établie en 1949 et se rangeait du côté de l'Union soviétique a constitué un grand événement sur la scène internationale. Les deux pays furent amis durant une assez longue période. Mais un tournant s'est produit dans les relations sino-soviétiques au moment où Khrouchtchev est arrivé au pouvoir. Les polémiques se sont développées par la suite entre les partis communistes chinois et soviétique. Elles sont graduellement devenues publiques et elles ont finalement conduit à une scission complète. Le rôle joué par Khrouchtchev dans ces polémiques constitue une question très intéressante dans l'étude de l'évolution des relations sino-soviétiques. Plusieurs chercheurs occidentaux ont suivi les événements de près, recueillant avec soin et commentant toutes les informations importantes disponibles à ce sujet. Il est compréhensible, toutefois qu'ils aient adopté le point de vue occidental habituel: il s'agissait seulement d'une lutte pour le pouvoir. Ils n'ont tenu aucun compte de l'idéologie. Cet exposé est destiné à analyser le rôle de Khrouchtchev dans les controverses d'un point de vue marxiste, universitaire et impartial, dans le cadre du mouvement communiste mondial.

### I - QUI A PROVOQUÉ ET ENVENIMÉ LES POLÉMIQUES OUVERTES ?

Il est normal et utile de développer la discussion sur les divers problèmes théoriques et pratiques entre les partis communistes de tous les pays. La discussion peut leur donner de nouvelles idées et, par conséquent, les aider à améliorer leur travail. À vrai dire, ils sont dans des situations différentes, ils ont des expériences différentes ainsi que leurs propres points forts et points faibles. Les désaccords dans les discussions ne devraient pas gêner leur amitié et leur unité. Lorsque de grandes divergences surgissent, ils devraient, dans l'intérêt du mouvement communiste mondial, se consulter les uns les autres sur une base pleinement égalitaire, de façon à éliminer leur conflit et à préserver ainsi l'unité entre les partis

\* Sous cet intitulé, *Études internationales* introduit une nouvelle rubrique dans laquelle seront publiées des contributions qui, sans répondre aux critères exigés dans les articles et les notes, pourront être utiles à l'information, à la réflexion et à la recherche scientifique en relations internationales. Il va sans dire que les opinions exprimées dans ces essais et documents n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

\*\* Réflexion présentée lors de la rencontre annuelle de l'Association canadienne des Études asiatiques, le 4 juin 1983, à Vancouver.

\*\*\* *Département d'Histoire, Université de Régina, et Institut de Relations internationales contemporaines, Beijing.*

communistes, particulièrement entre ceux qui gouvernent. Une telle pratique est presque devenue une discipline non-écrite régissant les relations entre les partis. De fait, chacune des parties en désaccord peut avoir raison ou tort sur telle ou telle question et certains arguments devraient être remis à plus tard pour être éprouvés par l'histoire. Néanmoins, Khrouchtchev a imposé son point de vue aux autres d'une manière malhonnête, se considérant lui-même comme l'autorité suprême du mouvement communiste mondial après Staline.

### *Le culte de la personnalité*

En réalité, c'est le problème par lequel ont commencé les polémiques. À mon avis, Khrouchtchev a commis au moins deux « erreurs » dans ce qui a été qualifié de « déstalinisation ». Premièrement, il a entrepris l'attaque contre Staline lors du 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, au début de 1956, sans en informer au préalable les partis frères. Ils ont senti qu'ils affrontaient une situation inattendue et ont été embarrassés lorsque certains dirigeants de leurs délégations, incluant Zhu De, le chef de la délégation du PCC, ont parlé de Staline en termes favorables dans les allocutions présentées au cours du Congrès. Bien que Khrouchtchev ait légèrement abordé la question des mérites de Staline, il a totalement rejeté Staline quand il « a révélé ses [Staline] crimes ». Le fait de dénigrer complètement Staline n'était pas acceptable pour plusieurs partis communistes à cause de sa contribution évidente à la sauvegarde de la cause de Lénine, à l'avancement de la construction socialiste et à la défense du premier pays socialiste au monde. Il est de notoriété publique que Staline n'était pas seulement le leader du peuple soviétique mais qu'il jouissait tout autant d'un prestige mondial. Deuxièmement, Khrouchtchev a voulu et avait commencé à épurer les partis frères de plusieurs dirigeants qu'il reconnaissait comme « stalinistes ». De cette façon, Khrouchtchev a choqué et offensé plusieurs dirigeants communistes. Les conséquences de la « déstalinisation » ont vraiment été désastreuses en Union soviétique ainsi qu'à l'extérieur. Pour commencer, une « crise de confiance » s'est produite. Puisque Staline, un des plus grands dirigeants du mouvement communiste mondial, était en réalité un « criminel », « le plus grand dictateur de l'histoire russe » ainsi que Khrouchtchev le décrivait dans son « discours secret », alors y avait-il quelqu'un à qui l'on puisse se fier? Le socialisme est-il meilleur que le capitalisme? Le communisme était-il digne de confiance? Une grande confusion caractérisait les questions idéologiques. Il n'était pas étonnant que l'incident hongrois et que d'autres incidents similaires surviennent, en association directe ou indirecte avec des ingérences étrangères.

Comment résumer, du point de vue marxiste, les leçons apprises dans le mouvement communiste mondial d'une expérience négative, ces leçons incluant la manière de vaincre le culte de la personnalité? Est-ce que les points de vue de Khrouchtchev étaient justes sur certaines questions décisives pour le mouvement communiste mondial? On devrait y répondre publiquement parce que le défi de Khrouchtchev était public. Il est naturel que les autres partis communistes, à l'exception de ceux qui étaient contrôlés par Khrouchtchev, aient mis de l'avant leurs propres arguments. Ainsi, l'appréciation de Staline par le PCC dans les articles qu'il a publiés était, selon moi, destinée à évaluer Staline positivement et négativement à partir du point de vue du matérialisme historique ainsi qu'à mettre un terme à la confusion idéologique, tout en préservant les intérêts du mouvement communiste mondial. Le parti a ainsi agi pour des motifs désintéressés. Il n'avait pas l'intention de protéger Mao lui-même et de réclamer la direction du mouvement communiste mondial, comme l'ont affirmé quelques chercheurs occidentaux<sup>1</sup>. À cette époque, l'ancien secrétaire-général du

1. Donald S. ZAGORIA, *The Sino-Soviet Conflict 1956-1961*, Princeton (N.J.) Princeton University Press, 1962, pp. 46-49.

PCC, l'ex-président Mao Zedong, n'a pas commis de fautes reliées au culte de la personnalité. Ses collègues et le peuple chinois n'auraient pas consenti à le révoquer de son poste. Avant que Khrouchtchev soit allé trop loin, Mao et d'autres dirigeants chinois ont à maintes reprises attiré l'attention sur le fait que l'URSS est « à la tête du camp socialiste » et que le PCUS est « à la tête des partis communistes et des partis des travailleurs de tous les pays »<sup>2</sup>.

### *Guerre, paix et détente*

La guerre peut-elle « être éliminée de l'existence de la société »? Comment pouvons-nous préserver la paix mondiale? Qu'est-ce que Khrouchtchev entendait par détente? La guerre de propagande sur ces questions entre les deux camps a compté plusieurs manches. Mais, à mon avis, l'essence de la polémique sur les questions mentionnées ci-dessus présidait en réalité dans la volonté de Khrouchtchev d'élever politiquement la position soviétique au même niveau que celle des États-Unis et, ainsi, d'établir un modèle stratégique international fondé sur la domination du monde par deux puissances, l'URSS, et les États-Unis. Au centre de la conception de Khrouchtchev se trouvait l'idée que tout irait bien tant que les deux puissances, URSS et États-Unis, détenant la supériorité en matière nucléaire, pouvaient « prendre la responsabilité » des affaires mondiales. Quant aux autres pays, ils étaient sans importance et devaient se faire les disciples des deux puissances. En même temps, Khrouchtchev voulait lutter avec les États-Unis pour se ménager des sphères d'influence tout en recherchant un « dégel ». Le fait que la crise des missiles de Cuba puisse constituer l'une des meilleures notes du « dégel » relevait de la satire.

Trahissant la philosophie marxiste, Khrouchtchev a aussi mis de l'avant, à propos de plusieurs problèmes internationaux, d'autres théories manifestement erronées qu'il n'est pas nécessaire de commenter une à une. On doit cependant mentionner que Khrouchtchev a toujours eu recours, dans les polémiques, à de grossières supercheries. La conférence du Bucarest en a été un exemple typique. Avant le 3<sup>ème</sup> Congrès du Parti des Travailleurs roumains qui se réunissait à Bucarest (du 20 au 26 juin 1960), on était parvenu à une entente de principe entre le PCC et le PCUS sur la tenue d'une rencontre internationale qui leur permettrait, dans un avenir rapproché, de discuter de leurs désaccords. On s'était aussi entendu pour se servir de la Conférence de Bucarest, à laquelle assisteraient les délégués de tous les partis au pouvoir à l'exception du parti nord-coréen, comme d'une occasion permettant des discussions informelles et un échange de vues sur la date et le site de la rencontre projetée. Mais la Conférence de Bucarest a fini par faire place à un violent conflit entre le délégué chinois, Peng Zhen, et Khrouchtchev, ainsi que l'a décrit le docteur John Gittings:

Au dernier moment, Khrouchtchev avait décidé de paraître en personne. La tactique de Khrouchtchev suggère fortement une intention de monter, à l'improviste une contre-offensive contre les Chinois, de façon à prendre par surprise leur délégation de Bucarest, alors non préparée et n'ayant pas reçu d'instructions, et par ce moyen s'assurer la maîtrise des débats qui s'ensuivraient au sein du mouvement communiste international. À Bucarest, l'assistance était favorable au PCUS<sup>3</sup>.

2. *Ibid.*, p. 424; « Jen-min Jik-pao », 30 novembre 1957: SCMP, 1956, 21 novembre 1957. Le discours (celui de Mao) a été sommairement résumé par NCNA le 18 novembre 1957, p. 427, « NCNA, February 10, 1958 ».

3. JOHN GITTINGS, *Survey of the Sino-Soviet Dispute 1963-1967*, Londres, New York, Oxford University Press, 1968, p. 123.

Au nom du PCC, Peng Zhen a donné une réponse ingénieuse, modérée mais énergique, affirmant que

Le Comité central du PCC maintient que, lors de cette rencontre, le camarade Khrouchtchev de la délégation du Comité central du PCUS a totalement enfreint l'ancien principe du mouvement communiste international, à l'effet que les questions d'intérêt commun doivent être réglées par la consultation entre les partis frères, et n'a aucunement observé l'entente préalable à la rencontre qui limitait le rôle de celle-ci à un échange de vues et non à la prise de décision; il a réalisé ceci par son attaque surprise, émettant un communiqué\* provisoire sur la rencontre sans avoir consulté au préalable les Partis frères quant à son contenu et sans avoir autorisé la discussion plénière et ordinaire des assemblées. Il s'agit d'un abus du prestige dont jouit le PCUS dans le mouvement communiste international, prestige qui s'est développé au cours de longues années depuis l'époque de Lénine et cela, de plus, est une manière extrêmement brutale d'imposer sa propre volonté à un autre peuple<sup>4</sup>.

Khrouchtchev a été un provocateur mais il a été loin d'être un vainqueur dans les polémiques. Le PCC a été un « répondeur » mais il a été loin d'être un perdant. En 1959, des journalistes occidentaux à Berlin-Est citaient un jeune philosophe communiste: « Khrouchtchev est seulement un pragmatiste économique, alors que Mao est un penseur, un théoricien ». Un autre a affirmé: « Vous pouvez dire ce qui vous chante mais nous avons besoin d'idéaux, la seule personne qui soit capable de vous en procurer aujourd'hui est Mao Tse-Toung... et non Nikita Khrouchtchev »<sup>5</sup>. Selon mon opinion personnelle, si Khrouchtchev avait adopté une position juste dans la controverse, s'il avait consulté les autres partis frères au sujet des problèmes cruciaux d'intérêt commun sur une base égalitaire et s'il en était ainsi arrivé à l'établissement de points de vue communs, les choses n'auraient pas nécessairement tourné de la même manière.

Pour ce qui est des controverses relatives aux affaires intérieures de la Chine, le PCC faisait fausse route quant au problème du « Grand Bond en avant » et des « Communes populaires », commettant des erreurs « de gauche » bien qu'il ne le réalisait pas à l'époque. De telles mesures reflétaient, d'une part, la demande populaire pressante de changement face au retard économique et culturel de la Chine et, d'autre part, le manque d'expérience en matière de construction. Mais il s'agissait là de questions intérieures chinoises. Toute accusation à leur sujet ou toute ingérence dans ces affaires provenant d'un parti étranger, surtout à cette époque de la part du PCUS, devaient évidemment susciter une brouille et même offenser le peuple chinois. Les fautes ne pouvaient être corrigées que par le PCC quand il les réalisait, ainsi qu'il l'a fait<sup>6</sup>. Le PCC a plus tard critiqué les affaires intérieures soviétiques, alors que les polémiques s'approfondissaient. Comme il répondait à des questions soulevées par des journalistes français, le secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, affirmait récemment: « Depuis plusieurs années, nous ne commentons pas leurs problèmes intérieurs et nous croyons qu'il n'est pas indiqué de le faire ».

\* En français dans le texte.

4. William E. GRIFFITH, *The Sino-Soviet Rift*, Londres, George Allen and Unwin Ltd., 1964, p. 417.

5. Donald S. ZAGORIA, *op. cit.*, p. 106.

6. *Resolution on CPC History (1949-81)*, Beijing, Éditions en Langues étrangères, 1981, p. 28: « Après que la ligne générale ait été formulée, le Grand Bond en avant et le mouvement des communes populaires rurales ont été lancés sans investigation et étude approfondies et sans expérimentation préalable ». « Les erreurs de gauche, caractérisées par des buts démesurés, l'émission de directions arbitraires, la vantardise et l'agitation d'un « vent communiste », se sont répandues à travers le pays. Cela est attribuable à notre manque d'expérience dans l'édification socialiste et au caractère inadéquat des lois du développement économique et des conditions économiques existant en Chine ».

## II – POURQUOI LES RELATIONS SINO-SOVIÉTIQUES SE SONT-ELLES DÉTÉRIORÉES ?

Il est de notoriété publique que la Chine et l'Union soviétique ont été amies durant une assez longue période après la fondation de la Chine nouvelle, en dépit de quelques divergences entre les deux pays. Un traité d'amitié a été conclu entre eux. L'URSS fournissait à la Chine des prêts et de l'équipement pour sa construction. En retour, la Chine la remboursait par la fourniture de matières premières, d'or et de devises fortes. Cependant, à partir de la fin des années 50, Khrouchtchev avait commencé à étendre les divergences idéologiques à la sphère des relations entre États. À mon avis, le niveau théorique de Khrouchtchev était en réalité trop faible pour déjouer la Chine dans les polémiques. La Chine a publié les textes intégraux des principaux articles polémiques soviétiques, tandis que Khrouchtchev refusait de laisser connaître au peuple soviétique les arguments chinois. Ainsi, Khrouchtchev a commencé à exercer diverses pressions sur la Chine. En juin 1959, le gouvernement soviétique déchirait l'accord portant sur la nouvelle technologie défensive qu'avaient signé les deux pays en octobre 1957, abrogeant par ce moyen de manière formelle l'engagement soviétique à aider la Chine à acquérir des armes nucléaires<sup>7</sup>. En 1958, violant la souveraineté chinoise, Khrouchtchev proposait la formation d'une soit-disant « flotte de guerre unifiée » avec la Chine. La proposition a rencontré un refus raisonnablement ferme de la part de la Chine. En juin 1960, alors que la Chine éprouvait des difficultés économiques temporaires, le gouvernement soviétique décidait unilatéralement de retirer de Chine, dans un délai d'un mois, la totalité des 1390 spécialistes soviétiques qui s'y trouvaient, ainsi que de leurs études de projets, sous prétexte que le PCC « s'opposait fondamentalement aux spécialistes soviétiques et à l'expérience scientifique et technique soviétique ». Les 343 accords et contrats signés avec la Chine ont été perfidement déchirés et les 257 projets de coopération scientifique et technique ont été supprimés, ce qui a par conséquent suscité, pour la construction de la Chine, des difficultés et des pertes économiques. La Chine a été handicapée par la détérioration des relations étatiques entre les deux pays au cours du règne de Khrouchtchev. De plus, la direction soviétique a réclamé de la Chine le paiement de toutes ses dettes vis-à-vis de l'Union soviétique, lesquelles s'élevaient à 1,406 million de nouveaux roubles et avaient été principalement contractées par le biais de l'achat d'armes soviétiques durant le mouvement de résistance à l'agression des États-Unis et d'aide à la Corée. Le commerce sino-soviétique a sensiblement décliné. Les exportations soviétiques à la Chine ont été réduites d'une valeur de 3,818 millions d'anciens roubles en 1959 à 541 millions en 1964<sup>8</sup>. En même temps, le camp soviétique provoquait des incidents dans le Xinjiang (Sinkiang). Il est naturel que les relations d'État à État entre les deux pays se soient détériorées.

Dans le but d'éliminer les différends entre la Chine et l'URSS, le PCC a encore envoyé une délégation assister à la Conférence des Partis communistes et des Partis des Travailleurs de tous les pays qui se tenait à Moscou en 1960. Mais ensuite, la direction soviétique est allée de plus en plus loin sur la voie de la détérioration des relations entre États. Un des incidents sérieux s'est produit dans le Xinjiang en 1962. Il en a été fait mention pour la première fois, le 6 septembre 1963, dans un article chinois :

En avril et en mai 1962, les dirigeants du PCUS ont utilisé leurs organes et leur personnel au Sinkiang, en Chine, pour mener des activités subversives à grande échelle dans la région de l'Ili et ils ont attiré et contraint plusieurs dizaines de milliers

7. William E. GRIFFITH, *op. cit.*, p. XI et 21.

8. John GITTINGS, *op. cit.*, p. 131.

de citoyens chinois à entrer en Union soviétique. De façon répétée, le gouvernement chinois a déposé des protestations et a fait des représentations, mais le gouvernement soviétique a refusé de rapatrier ces citoyens chinois, sous prétexte du « sentiment de la légalité soviétique » et de son « humanitarisme ». Encore aujourd'hui, cet incident demeure irrésolu. Il s'agit à vrai dire d'un événement abasourdissant, sans précédent dans les relations entre pays socialistes...<sup>9</sup>

Dans un livre intitulé *Survey of the Sino-Soviet Dispute*, le docteur John Gittings a décrit les choses ainsi :

En septembre et octobre 1963, des rumeurs soviétiques officieuses parlaient de camps de concentration dans le Sinkiang, de persécution de citoyens soviétiques et de dirigeants des minorités, ainsi que de répression armée des minorités. Une source a prétendu que 60.000 personnes avaient fui en traversant la frontière en 1962 seulement, et on peignait un sinistre tableau de la « persécution et de la répression » auxquelles étaient soumis ceux qui restaient<sup>10</sup>.

Afin de réduire la tension frontalière et de résoudre ce problème, des négociations frontalières sino-soviétiques parrainées par la Chine s'ouvraient, en février 1964, à Beijing mais elles étaient suspendues en août à cause de leur caractère infructueux. En octobre 1964, Khrouchtchev était évincé. Une délégation du parti et du gouvernement, dirigée par l'ancien Premier ministre Zhou Enlai, était envoyée à Moscou pour participer aux célébrations entourant l'anniversaire de la révolution d'octobre, ainsi que pour avoir des entretiens avec les nouveaux dirigeants soviétiques. À cause de l'adhésion soviétique à une politique de tendance anti-chinoise, les efforts déployés par la Chine, afin d'éliminer les différends et d'entretenir l'amitié entre les deux pays, ne sont pas parvenus au résultat espéré. Ce qui s'est produit depuis l'arrivée au pouvoir de Brejnev jusqu'à maintenant est de notoriété publique.

### III – L'ESSENCE DE LA POLÉMIQUE ET DU CONFLIT

On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi la direction soviétique a adopté une attitude aussi déraisonnable et pourquoi les bonnes relations entre la Chine et l'Union soviétique ne pourraient pas être rétablies. Il n'est pas difficile, à partir des faits mentionnés ci-dessus, de voir que l'essence de la polémique sino-soviétique était, en dernière instance, une contradiction nationale. C'était une lutte entre l'oppression et l'anti-oppression, entre l'hégémonisme et l'anti-hégémonisme. Khrouchtchev voulait que, dans les relations de parti, chacun danse en se conformant aux directives de sa baguette. Profitant de sa position d'autorité dans le parti, il pouvait recourir à tous les moyens dont il disposait pour réprimer quiconque ne se soumettait pas à sa volonté. Parfois, il a fourni différents types d'aide mais cela a purement et simplement constitué des moyens de contrôler les autres. Cela explique pourquoi il a signé un accord visant à partager avec la Chine la nouvelle technologie de défense et qu'il l'a ensuite mis en lambeaux, alors que la Chine refusait de satisfaire à son

9. William E. GRIFFITH, *op. cit.*, p. 410 (Tiré de *The Origin and Development of the Difference Between the Leadership of the CPSU and Ourselves – Comment on the Open Letter of the Central Committee of the CPSU (1)*, 6 septembre 1963).

10. John GITTINGS, *op. cit.*, p. 160 (NYT, 7 septembre 1963; "National Minorities Incidents on Sinkiang Frontier", Editorial de la *Pravda*, 23 septembre 1963 (CDSP, 16 octobre 1963, extraits); "Former Youth Leader Tells Why He Fled from China", *SM*, 27 septembre 1963; Zunum TAÏPOV, "On the Other Side of the Barricads", *Kazakhstanskaya Pravda*, 29 septembre 1963 (CDSU, 16 octobre 1963).

exigence, laquelle violait la souveraineté chinoise. Khrouchtchev a même propagé l'idée d'un prétendu « péril jaune » pour dénigrer la Chine. Il pouvait retirer les spécialistes, insister pour que soient remboursées les dettes et annuler tous les contrats qu'il avait signés, cela à n'importe quel moment s'il le désirait. Son chauvinisme outrancier de grande puissance s'enflait avec la croissance de la puissance militaire et économique soviétique. Au cours du règne de Khrouchtchev, le PNB soviétique s'est élevé à plus de la moitié de celui des États-Unis. Cette période a représenté un important virage pour l'Union soviétique, virage d'une position défensive à une position offensive dans ses affaires diplomatiques et militaires. Elle a commencé à lutter contre les États-Unis pour l'hégémonie mondiale. La crise de Cuba a été un exemple de cette lutte.

Le peuple chinois est très chatouilleux sur son indépendance. La directive générale de la stratégie extérieure de la Chine, pour autant qu'est concernée sa marque distinctive, en est une d'« indépendance complète et de conservation de l'initiative entièrement entre ses propres mains ». À vrai dire, il n'a aucunement été facile pour la Chine d'en venir à une stratégie extérieure de ce type, cette stratégie étant l'incarnation du sang, de la sueur et des larmes versés par des dizaines de millions de citoyens chinois. Par ses actes, la Chine a montré au monde que le peuple chinois, qui a été soumis aux brimades et à l'oppression sans fin sous les talons de presque toutes les grandes puissances du monde, ne s'est jamais attaché à aucune puissance autoritaire et n'a jamais cédé aux pressions d'une quelconque puissance dominante. D'autre part, il ne brutalise et n'opprime jamais un autre peuple.

#### IV – LE LITIGE FRONTALIER SINO-SOVIÉTIQUE

Comme je l'ai plus tôt mentionné, Khrouchtchev a provoqué plus d'un incident frontalier afin de faire pression sur la Chine par l'approfondissement de la polémique. Sur quoi le litige frontalier sino-soviétique porte-t-il ?

Le problème frontalier a été légué par l'histoire. La frontière sino-soviétique s'étend sur 7,000 kilomètres. La ligne de démarcation sino-soviétique actuelle a été établie par une série de traités inégaux conclus entre la Russie tsariste et la Chine ancienne. À l'origine, la Russie tsariste était un pays européen n'ayant pas de frontière avec la Chine. Ce n'est qu'à la fin du 16<sup>ème</sup> siècle, alors que la Russie surmontait les monts Ourals et s'étendait vers l'Est, que s'est présenté le litige frontalier entre la Russie et la Chine. Dans les années 1640, la Russie avait commencé à envahir les territoires se trouvant dans la vallée du fleuve Heilong (Amour), suscitant les litiges frontaliers. Le Traité de Nipchu (Nerchinsk), le premier traité à être conclu entre la Chine et la Russie, était signé en 1689 à la suite de négociations menées sur une base égalitaire, alors que les deux empires féodaux étaient à tout prendre également puissants. Il déterminait la section orientale de la frontière sino-russe (aux montagnes ou Khingan extérieur, à la rivière Corbitsa et à la rivière Erhkuna). En 1727, le traité de Bulenshl et Charktu a délimité la section centrale de la frontière sino-russe (la plus grande partie de cette section est maintenant devenue la frontière entre la Mongolie et l'Union soviétique). Quant à la frontière occidentale de la Chine, elle était à cette époque située au lac Balkhash, loin de la frontière russe.

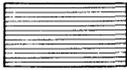
Après la première guerre de l'Opium, qui s'est déroulée de 1839 à 1842 la Chine a peu à peu été réduite à l'état de semi-colonie. La Russie tsariste s'est jointe aux autres puissances impérialistes dans l'invasion effrénée de la Chine et, en occupant de force des territoires chinois, elle a considérablement corrigé la frontière sino-russe en sa faveur.

Le Traité sino-russe d'Aigun (1858) a repoussé la ligne de démarcation des montagnes du Khingan extérieur jusqu'au fleuve Heilong. La Russie a ainsi annexé plus de 600,000

*Territoire chinois dont s'est appropriée la Russie tsariste*



Territoire chinois dont s'est appropriée la Russie tsariste par le Traité de Pékin (1860) et par le Protocole sino-russe de Chuguchak (1864).



Territoire chinois dont s'est appropriée la Russie tsariste par le Traité de Saint-Petersbourg (1881) et par les cinq Protocoles de délimitation frontalière qui suivirent.



kilomètres carrés de terres chinoises au nord du fleuve Heilong, plaçant par ailleurs le territoire chinois situé à l'est de la rivière Wusuli sous la possession conjointe de la Chine et de la Russie<sup>11</sup>.

11. Zhongguo Shehui Kexueyuan, Jindaishi: Yanjiusue bian "Sha E Qin Hua Shi", Beijing, Beijing Renmin Chubanshe, di 2 juan, di 125-43 yie. (Institut d'Histoire moderne, Académie chinoise des Sciences sociales, *The History of Tsarist Russian Aggression against China*, Beijing, Les Éditions du peuple, vol. 2, pp. 125-143.



Le Traité sino-soviétique de Saint-Pétersbourg (1881) et les protocoles subséquents portant sur la délimitation des territoires ont prélevé une autre section du territoire chinois, soit un peu plus de 70.000 kilomètres carrés situés à l'est du lac Zaisan et à l'ouest d'Ili, et l'ont délimitée en tant que partie de la Russie<sup>14</sup>. En tout, la Russie tsariste s'est emparée de plus de 1.5 million de kilomètres carrés de terre chinoise, ce qui équivaut à la superficie de la France et à douze fois celle de la Tchécoslovaquie. Rarement l'histoire a-t-elle enregistré aussi féroce pillage d'un territoire. De plus, la Russie tsariste et l'Union soviétique se sont avancées bien au-delà de plusieurs sections des lignes de démarcation stipulées et ont occupé une plus grande partie du territoire chinois, ces régions étant désormais devenues les « zones contestées ».

Marx, Engels et Lénine ont condamné il y a longtemps avec véhémence la Russie tsariste pour avoir envahi la Chine et lui avoir imposé les traités inégaux, se prononçant donc de façon définitive sur ce fait historique<sup>15</sup>. Après la victoire de la révolution d'octobre, le gouvernement soviétique, sous la direction de Lénine, a émis à plusieurs reprises des déclarations et des communiqués qui, adressés à la Chine, révélaient et condamnaient fermement les crimes commis par la Russie tsariste en occupant de force le territoire chinois, ainsi qu'en opprimant et en dépouillant le peuple chinois. Dans sa Déclaration à la Chine, le 27 septembre 1920, le gouvernement soviétique, explicitement,

déclare nuls et nonavenus tous les traités conclus avec la Chine par l'ancien gouvernement de la Russie, renonce à toute mainmise sur le territoire chinois ainsi qu'à toutes les concessions russes et restitue à la Chine, sans aucune compensation et pour toujours, tout ce qui lui avait été confisqué de façon rapace par le gouvernement du tsar et par la bourgeoisie russe<sup>16</sup>.

On annonçait également, dans un Communiqué à la Chine émis le 4 septembre 1923, que le gouvernement soviétique construirait sa politique à l'égard des peuples des autres pays sur la base du plein respect de leur souveraineté, de même qu'en renonçant complètement à toutes les terres et propriétés que la Russie tsariste avait dérobées aux peuples des autres pays. Le gouvernement des Soviets « agira ainsi en ce qui concerne la Chine ».

14. *Ibid.*, vol. 3, pp. 279-293.

15. *Ibid.*, vol. 2, p. 140 et p. 161s. En commentant le Traité d'Aigun, Marx faisait remarquer que « par sa [John Bull] seconde guerre de l'Opium, il l'a aidée [la Russie] à acquérir l'étendue inestimable s'étendant entre le golfe de Tartarie et le lac Baïkal, une région tant convoitée par la Russie que, du tsar Alexis Mikhaïlovitch à Nicolas, elle a toujours essayé de l'obtenir ». À cette époque, Engels faisait également remarquer que la Russie avait « dépouillé la Chine d'une région aussi vaste que la France et l'Allemagne mises ensemble, et d'un fleuve aussi grand que le Danube ». Mais, « non satisfaite de cela, elle [la Russie] a obtenu l'établissement d'une Commission russo-chinoise pour déterminer les frontières. Maintenant, nous savons tous qu'une telle Commission est aux mains de la Russie. Nous les avons vus à l'oeuvre aux frontières asiatiques de la Turquie, où ils ont continué, pendant plus de vingt ans, de s'attribuer des sections de ce pays, morceau par morceau » (Recueil d'ouvrages de Karl Marx et Friedrich Engels, Édition chinoise, vol. 12, p. 625s. et pp. 662-664). *Beijing Review*, no 30, 1981. « Lénine a autrefois taxé la Russie tsariste de voleuse qui, la première, s'était attaquée au territoire chinois. Il a aussi condamné de façon véhémente la politique étrangère menée par le gouvernement de la Russie tsariste à l'égard de la Chine, affirmant qu'il s'agit d'« une politique criminelle ». (Recueil d'ouvrages de Karl Marx et de Friedrich Engels, Édition chinoise, vol. 12, p. 335s. et p. 338).

16. Aitchén, K. Hu, *China and the Soviet Union: A Study of Sino-Soviet Relations*. Port Washington (N.Y.), Kennihatt Press Inc., 1967, p. 137.

Aussi, dans l'« Accord sur les principes généraux pour le Règlement des litiges entre la Chine et l'Union soviétique », signé en mai 1924, on stipulait que seraient annulés, lors de rencontres fixées par des consultations.

toutes les conventions, les traités, les accords, les protocoles, les contrats, etc., conclus entre le gouvernement de la Chine et le gouvernement tsariste et seraient remplacés par de nouveaux traités, accords, etc., conclus sur une base d'égalité, de réciprocité et de justice, ainsi que dans l'esprit de la Déclaration du gouvernement soviétique des années 1919 et 1920<sup>17</sup>.

On décidait également que les deux pays allaient « délimiter à nouveau leurs frontières nationales... et, en attendant une telle démarcation, maintenir les frontières actuelles ». Agissant conformément à l'accord, les camps chinois et soviétique ont tenu des pourparlers en 1926. Mais, à cause des conditions historiques d'alors, ils ne sont pas parvenus à une entente sur la question frontalière, pas plus qu'ils n'ont signé de quelconques nouveaux traités sur une base égalitaire. Par conséquent, le litige frontalier sino-soviétique demeure de nos jours une question non encore résolue.

À l'origine, l'Union soviétique a admis le caractère égalitaire du traité de Nipchu et le caractère inégalitaire des traités subséquents, par lesquels la Russie tsariste annexait des territoires chinois. Mais, au cours des polémiques et des négociations, l'Union soviétique a modifié sa position. Désormais, les Soviétiques affirment que le Traité de Nipchu est « inégal aux dépens de la Russie ». Par contre, le Traité d'Aigun est un « document de l'alliance sino-russe » et le Traité de Pékin est également « un document amical conclu entre deux pays voisins ».

Ce qui est arrivé après la chute de Khrouchtchev est de notoriété publique. Brejnev, son successeur, a renforcé de façon continue les forces armées le long de la frontière sino-soviétique, il a fait entrer et stationner ses troupes en République populaire de Mongolie et a rompu le statu quo le long de la ligne de démarcation. En mars et en août 1969, les autorités ont envoyé des troupes envahir les territoires chinois de l'île Zhenbao (dans la section est de la frontière sino-soviétique dans la rivière Wusuli) et de la zone de Tielieci (dans le Xinjiang, à la section ouest de la frontière), provoquant à la frontière un grave conflit armé. Le 20 octobre 1969, la Chine et l'Union soviétique ouvraient des négociations frontalières et, malheureusement, n'arrivaient à rien.

Le gouvernement chinois préconise avec logique que le litige frontalier sino-soviétique devrait être résolu par des négociations pacifiques. Même s'il ne peut être résolu pendant un certain temps, le statu quo frontalier devrait tout au moins être maintenu et, en aucune façon, on ne devrait recourir à la force. Après l'étude des positions de la Chine et de l'Union soviétique sur la question frontalière, les conclusions suivantes peuvent être tirées.

Premièrement, le gouvernement chinois plaide en faveur d'« une distinction claire entre le vrai et le faux en matière de débats historiques » et d'une confirmation du fait que les traités portant sur la frontière sino-soviétique actuelle sont des traités inégaux imposés à la Chine par l'impérialisme tsariste, au moment où les peuples chinois et russe étaient impuissants. Pour sa part, le gouvernement soviétique a essayé de jeter la confusion entre ce qui est juste et ce qui est faux dans les questions historiques et de disculper la Russie tsariste des crimes commis dans son agression contre la Chine, affirmant que ces traités ont été signés « en vue de promouvoir des relations de bon voisinage ».

17. *Ibid.*, p. 348.

Deuxièmement, le gouvernement chinois soutient que les deux camps devraient, à la lumière des conditions actuelles et « en prenant comme base ces traités », ménager un règlement complet du litige frontalier sino-soviétique par des négociations pacifiques et délimiter le tracé entier de la frontière. La Chine ne veut pas reprendre les territoires chinois confisqués par la Russie tsariste en vertu de ces traités. Cependant, le gouvernement soviétique a insisté pour procéder à un règlement du litige frontalier sur la base du tracé qui, sans rapport avec ces traités, est désigné comme « historiquement établi » et « actuellement défendu », essayant ainsi d'incorporer à l'Union soviétique les territoires chinois que la Russie tsariste et l'Union soviétique ont envahis et occupés, ou tenté d'envahir et d'occuper, en violation des traités.

Troisièmement, le gouvernement chinois maintient que celui des deux côtés qui envahit et occupe le territoire de l'autre en violation de ces traités devrait, en principe, rendre le territoire sans condition. Mais les deux côtés peuvent, eu égard aux intérêts de la population locale, procéder aux ajustements frontaliers nécessaires dans ces régions, conformément aux principes de la consultation réalisée sur un pied d'égalité, dans un esprit de conciliation et de compréhension mutuelle. Le gouvernement soviétique a toutefois affirmé qu'il n'existe pas de problème territorial entre la Chine et l'Union soviétique, refusant de rendre les territoires chinois qu'elle a envahis et occupés en violation des traités.

Quatrièmement, le gouvernement chinois soutient qu'un nouveau traité sino-soviétique devrait être signé, après avoir été négocié sur une base égalitaire, pour remplacer les vieux traités inégaux sino-russes et que la ligne de démarcation devrait être revue et délimitée. Le gouvernement soviétique a toutefois estimé que le gouvernement chinois serait prêt à signer un nouveau traité inégal en vertu duquel un plus grand territoire chinois serait cédé à l'Union soviétique. En ce cas, « les faiseurs de frontières mis au travail disposeront de moyens modernes », de telle sorte que les nouveaux gains favorisant l'expansion soviétique seraient consolidés.

Cinquièmement, le gouvernement chinois maintient qu'on devrait donner suite à l'arrangement auquel étaient parvenus, le 11 septembre 1969, les Premiers ministres des deux pays, Zhou Enlai et Kossyguine, et que, jusqu'à ce qu'un règlement complet du litige frontalier sino-soviétique soit obtenu par des négociations pacifiques, le statu quo devrait être maintenu à la frontière, les conflits armés devraient être évités, les forces armées de la Chine et de l'Union soviétique devraient se retirer de la frontière ou s'abstenir d'y entrer, se désengageant ainsi dans toutes les régions contestées le long de la frontière (*i.e.* dans les régions où la ligne de démarcation a été tracée de manière différente sur les cartes échangées entre les deux parties au cours des négociations sino-soviétiques de 1964 à propos de la question frontalrière). Enfin que devrait être signé un accord sur le maintien du statu quo à la frontière. Le gouvernement soviétique, de son côté, a violé l'entente intervenue entre les deux premiers ministres, a refusé le désengagement des forces armées dans les régions contestées et a entravé la réalisation d'un accord sur le maintien du statu quo frontalier, cela afin de pouvoir conserver sa liberté d'action pour violer ce statu quo, provoquer des conflits armés et exercer une pression militaire sur la Chine.

## V – L'INFLUENCE DE KHROUCHTCHEV SUR L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Khrouchtchev a été évincé en octobre 1964. En vérité, il n'était pas un politicien sérieux et respectable dans le domaine des affaires internationales. Combien de moqueries n'a-t-il pas suscitées de l'aventure de Cuba aux coups donnés sur la table avec ses chaussures de

cuir, en guise de protestation contre l'orateur à la tribune des Nations Unies. Il a humilié le peuple soviétique. C'est Khrouchtchev qui s'est rendu responsable de la scission sino-soviétique. Ses actes, qui relevaient d'un chauvinisme outrancier de grande puissance, ont profondément offensé les sentiments du peuple chinois. Cette balafre historique n'est pas facile à cicatriser. Malheureusement, la politique de Khrouchtchev a influé sur ses successeurs, Brejnev allant même plus loin que son prédécesseur.

Depuis le début de l'année dernière, Brejnev et ensuite Andropov ont plus d'une fois exprimé, dans leurs discours, le désir d'améliorer les relations avec la Chine. Des délégations des deux pays ont été échangées en vue de négociations. Les relations entre la Chine et l'URSS se sont-elles améliorées? Pour ce qui est du côté chinois, il y a un désir sincère d'améliorer les relations avec l'URSS, mais la politique étrangère de la Chine à l'égard des superpuissances est claire: elle vise l'indépendance complète, s'oppose à l'« hégémonisme » et veut préserver la paix mondiale. Le problème est que l'URSS poursuit une politique étrangère erronée depuis longtemps, incluent une politique d'hégémonie à l'égard de la Chine. Au cours des vingt dernières années, l'URSS a massivement stationné des troupes le long des frontières sino-soviétiques et sino-mongoles. Elle a appuyé le Vietnam dans l'invasion et l'occupation du Kampuchéa par celui-ci. En outre, elle a envahi et occupé l'Afghanistan, un voisin de la Chine, par la force des armes. Toutes ces actions constituent une menace sérieuse pour la paix en Asie et pour la sécurité de la Chine. C'est pourquoi, dans son rapport au 12<sup>ème</sup> Congrès du Parti, son secrétaire général, Hu Yaobang, affirmait que

Nous avons observé que les dirigeants soviétiques ont plus d'une fois exprimé le désir d'améliorer leurs relations avec la Chine. Mais ce sont les actions, plutôt que les mots, qui importent. Si les autorités soviétiques ont réellement un désir sincère d'améliorer les relations avec la Chine et si, en pratique, elles font les pas nécessaires pour lever la menace qui pèse sur la sécurité de la Chine, il sera possible aux relations sino-soviétiques d'évoluer vers la normalisation.

À mon avis, la possibilité que les relations entre les deux pays s'améliorent et l'importance de cette amélioration dépendent de la marge de manoeuvre dont feront preuve à la fois l'Union soviétique et la Chine, ainsi que des concessions qu'elles seront disposées à faire.